

```
[vc_row type= »in_container» full_screen_row_position= »middle»  
scene_position= »center» text_color= »dark» text_align= »left» overlay_strength= »0.3»  
shape_divider_position= »bottom» bg_image_animation= »none»][vc_column  
column_padding= »no-extra-padding» column_padding_position= »all»  
background_color_opacity= »1» background_hover_color_opacity= »1»  
column_link_target= »self» column_shadow= »none» column_border_radius= »none»  
width= »1/1» tablet_width_inherit= »default» tablet_text_alignment= »default»  
phone_text_alignment= »default» column_border_width= »none»  
column_border_style= »solid» bg_image_animation= »none»][nectar_gradient text  
heading_tag= »h3» color= »extra-color-gradient-2» gradient_direction= »horizontal»  
text= »Participation citoyenne et décentralisation»][vc_column_text  
el_class= »bordure»]Documents à consulter:
```

Conclusions Rufisque

Rencontres de Rufisque - revue de presse[/vc_column_text][vc_column_text]

Sur le thème : « *Participation citoyenne et décentralisation* », organisée par le [Centre national de formation et d'action \(CNFA\)](#) du Sénégal, la fondation Gabriel Péri et le [Centre d'Information, de Documentation, d'Étude et de Formation des Élus \(CIDEFE\)](#), les 6 et 7 décembre 2012.

Du 4 au 8 décembre 2012, le Sénégal abritait AFRICITÉS, un Forum des collectivités locales pour « Construire l'Afrique à partir des territoires » et donc dans l'obligation de se pencher sur ce qu'un tel objectif induit en termes de défis pour les collectivités locales.

AFRICITÉS est en conséquence une bonne occasion pour réfléchir sur la décentralisation, sur ses résultats effectifs confrontés à ses objectifs initiaux.

Par exemple pourquoi le citoyen n'est-il pas, bien mieux qu'il ne l'est, écouté, impliqué dans la gestion locale ? Comment se fait-il que les collectivités locales d'un même territoire ne puisse pas mieux commercer, plus converger, mieux réussir, non plus les unes contre les autres, mais ensemble ? Pourquoi, au-delà des discours, l'État central se montre-t-il comme une entrave consistante à l'expression d'une citoyenneté pleinement assumée ? Que faire pour amorcer les ruptures indispensables et redonner à la gouvernance de proximité toutes les vertus attendues d'elles ? Comment partager les réussites des uns et éviter de tomber dans les travers déjà vécus par d'autres, autrement dit faire le meilleur usage possible des enseignements de l'expérience ?

Le CIDEFE, la Fondation Gabriel Péri et le Centre national de formation et d'action du Sénégal (CNFA) ont engagé la réflexion sur cette problématique non pas dans l'intention de parvenir à

des réponses définitives, mais pour un enrichissement réciproque tiré du partage des différentes expériences.

Organisées sur deux jours au CNFA, situé à Rufisque en grande banlieue de Dakar, les rencontres ont permis de traiter plusieurs thèmes selon le programme suivant :

Jeudi 6 décembre

Mot de bienvenue et présentation des différents moments de la rencontre par Samba Sy, directeur du CNFA

Thème 1 : « Territoires et espaces : les réalités du terrain ».

- Jean-Didier Vermenot, CIDEFE, président du réseau des partenaires de Kidal : « Impératif d'une citoyenneté assumée comme outil d'une véritable décentralisation des territoires »
- Alioune Mar, Maire de la commune d'arrondissement de Rufisque Ouest

Échange d'expériences en matière de gestion locale et de citoyenneté

- Alain Laurent, président de « TER-RES territoires responsables » : « L'approche de proximité, construire une compétence sociale collective, un plan d'action pour un développement intégré ».
- Amar Thioune, chef du service de la coopération décentralisée, Conseil général d'Isère : « La coopération décentralisée avec les régions de Tambacounda et de Kédougou ».

Vendredi 7 décembre

Thème 2 : « Quelle décentralisation pour une meilleure participation citoyenne ? »

- Gérard Perreau Bezouille, Premier adjoint au maire de Nanterre : « Expérience de Nanterre en matière de participation citoyenne et d'approfondissement de la démocratie dans les métropoles ».
- Ousmane Touré, Association Sénégalaise d'Appui aux Politiques Alternatives pour le Développement (ASPAD), Premier adjoint du maire de Cambérène (Sénégal)

Coopération décentralisée et outils de la participation citoyenne : échanges d'expériences

- Sokona Niakhaté, conseillère municipale déléguée à la coopération décentralisée
- Souleymane Mboup, Premier adjoint au Maire de Koungeul, « La solidarité numérique au service de la participation des populations »
- Babacar Mbengue, Maire de Hann Bel Air : « Vécu d'Hann Bel Air en matière de gestion participative »

Bilan et perspectives par la fondation Gabriel Péri et le CIDEFE.

Les organisateurs et partenaires :

Le **CIDEFE (Centre d'Informations, de Documentation, d'Études et de Formation des élus)**, est une association au service des élus. Cette association se compose notamment d'antennes, véritables relais départementaux permettant d'assurer un service de qualité au plus près des élus locaux. Le CIDEFE dispose d'un Conseil scientifique, organe consultatif, composé de personnalités hautement représentatives de domaines d'activité et de recherche qui croisent, complètent et enrichissent les champs multiples de compétences et de préoccupations des collectivités territoriales.

Le **CNFA (Centre national de formation et d'action)** a été créé en 1962 pour abriter des formations dispensées à des agents de l'État, notamment ceux des collectivités locales. Il est placé sous la tutelle du ministère du travail et de la Fonction publique.

Le Sénégal a opté pour une gouvernance sobre, vertueuse et efficace. Il s'agit de travailler à l'émergence d'un pays rénové, capable d'offrir à ses filles et fils ce que le monde moderne offre de mieux. Un tel pari ne peut être relevé que

par les travailleurs sénégalais eux-mêmes, et parmi ceux-ci et à titre principal, les agents de la Fonction Publique.

Ceux-ci doivent être plus conscients de leurs responsabilités : il leur faut être plus performants ; davantage persuadés que le devenir du Sénégal, dans le concert des Nations, est aussi tributaire d'un engagement forcément collectif. Or, l'efficacité et la probité ne se décrètent pas. Elles ne tombent pas non plus du ciel. Il faut donc former, encadrer, renforcer sans cesse les travailleurs sénégalais.

Ce qui donne toute sa pertinence et sa valeur au Centre National de Formation et d'Action. Une structure à la charge historique certaine et au très grand potentiel. Pour s'en convaincre il suffit de se référer au décret n°62-238 du 21 Juin 1962 qui, en son article 1er, stipule que le Centre National de Formation et d'Action a pour vocation :

- d'assurer l'organisation matérielle d'actions de perfectionnement et de promotion s'adressant à des agents du secteur public et du secteur privé.
- de donner aux agents regroupés à cet effet la formation civique et morale indispensable pour qu'ils participent avec le maximum d'efficacité à la mise en oeuvre de la politique sociale et économique du gouvernement.

En rien le temps qui passe n'a rendu ces objectifs caducs. Bien au contraire ! Aujourd'hui peut être plus qu'hier, le Sénégal a besoin de créativité, d'organisation, de méthode, de ressources matérielles et financières importantes.

Aussi, le C.N.F.A, son centre de documentation, son site d'hébergement, ses salles de conférence, son équipement informatique, ses ressources humaines constituent un atout appréciable, devant contribuer à hisser le SÉNÉGAL au rang des nations les plus développées.

Assurément cette ambition est grande. Elle n'est pas, cependant, hors de portée. Alors bienvenue au C.N.F.A pour nous doter, ensemble, des moyens de sa réalisation !

[/vc_column_text][/vc_column][/vc_row]